

ENQUETE NATIONALE

Gestion du sentier du littoral



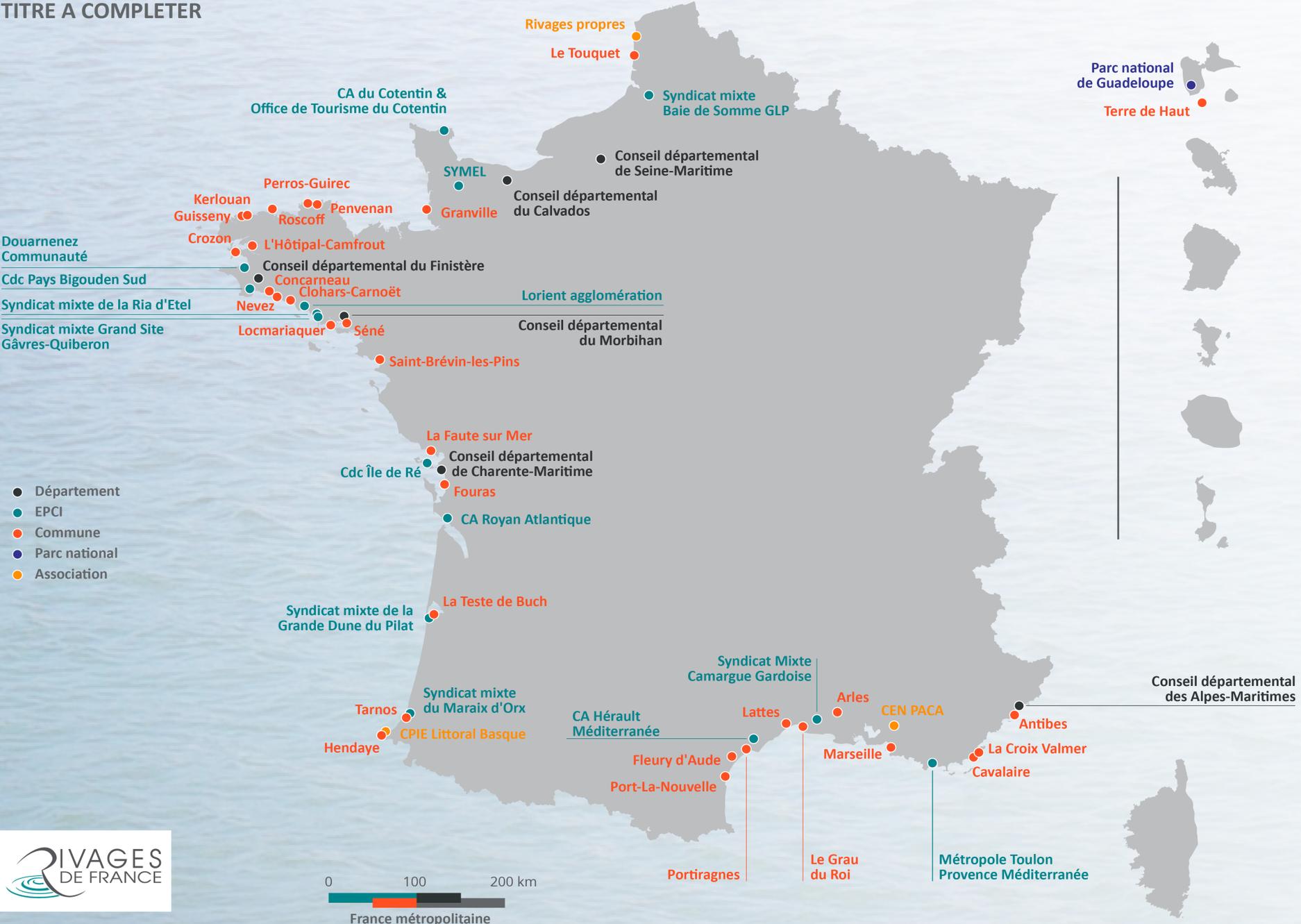
ENQUETE NATIONALE

OBJECTIFS :

Cette enquête visait à collecter des **informations qualitatives** concernant :

- le rôle des collectivités et associations dans la gestion du sentier du littoral et sa valorisation auprès du public ;
- les attentes, difficultés, projets, idées nouvelles... en vue de pérenniser l'accès gratuit au littoral pour les concitoyens.

TITRE A COMPLETER



ENQUETE NATIONALE

Parmi ces structures,

41 sont gestionnaires du sentier littoral :

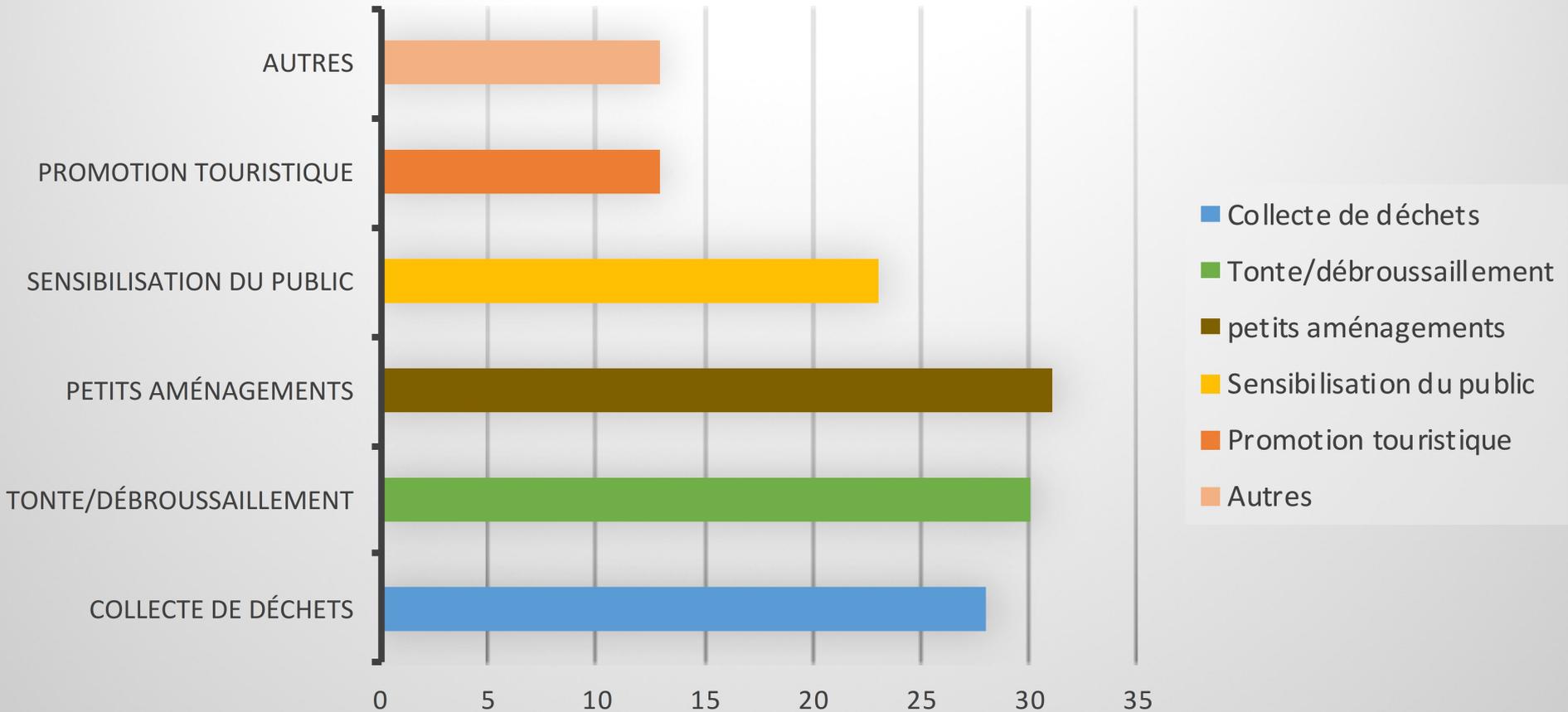
- **22** de parcelles appartenant à la collectivité locale (commune et/ou EPCI)
- **33** de parcelles appartenant à un opérateur public (conservatoire du littoral principalement)
- **11** de parcelles privées.

(Une structure peut être gestionnaire de chacun des 3 types de parcelle)

LES ACTIVITES DE GESTION :

Activités de gestion courante

Graphique basé sur 37 réponses de gestionnaires



Autres : tronçonnage, élagage / programmation et sui des travaux / police / gestion plantes invasives / négociation et conventionnement de passage, surveillance, déplacement de clôtures.

LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS :

APPLICATION DE LA SPPL : réticence du propriétaire, hésitation à lancer la procédure par crainte de contentieux, manque de moyens des DDTM...

RESPONSABILITÉS Qui est responsable de quoi en cas d'accident ? Défaut d'entretien, responsabilité du randonneur ?

ÉROSION COTIÈRE induit une modification du tracé : démarches administratives lourdes, travaux de sécurisation, aménagements peu pérennes et coûteux...

COMPLEXITÉ TECHNIQUE, suivant le passage du tracé : nuisances sur le milieu naturel, dérangement des espèces, zones submersibles, sécurisation...

GOVERNANCE Multiplicité des acteurs, empilement législatif et réglementaire, lourdeurs administratives, manque de moyens...

USAGES ET USAGERS

Incivilités, conflits d'usages, usages non autorisés, sur-fréquentation...

ACTIVITÉS DE GESTION De l'entretien courant aux chantiers de sécurisation.
Un manque général de moyens... que se donnent cependant quelques collectivités.
Peu de conventions de gestion.

PUBLICATION

Valorisation des expériences et propositions de Rivages de France

Diffusée en janvier dans le réseau

ÉDITORIAL

Sentier aménagé, littoral fréquenté

4.810 km ouverts, 1700 km à l'étude* pour compléter le maillage du territoire métropolitain : le sentier du littoral constitue un levier de découverte des richesses littorales pour le public et un attrait touristique majeur pour les collectivités locales...

* Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

De plus en plus fréquenté, ce sentier, principalement destiné aux piétons, requiert un **entretien et une gestion - administrative, juridique, financière et technique - spécifiques**, préservant l'équilibre entre mise en valeur et protection.

Cette tâche, essentielle et délicate, s'avère **particulièrement complexe** dans un contexte de changement climatique et d'érosion côtière, d'accroissement des surfaces à gérer et de contraintes budgétaires, de multiplicité des acteurs impliqués et d'empilement de lois et de règlements.

Le ministère de la Transition écologique et solidaire a initié des réflexions sur la **politique publique du sentier du littoral**. À ce titre, il devrait engager un bilan de l'existant qu'il assortira ensuite de propositions en termes de gouvernance et animation de cette politique, capitalisation des pratiques et communication.

Pour étayer sa démarche, il a fait appel à l'expertise et à l'expérience de Rivages de France pour conduire une enquête auprès de ses adhérents et de toutes collectivités intéressées. Nous voyons dans cette mission la reconnaissance de la légitimité de notre association de gestionnaires fédérés !

Merci à nos adhérents et aux collectivités qui ont accepté de nous répondre de façon très documentée. Ce faisant, ils nous ont permis :

- de mieux cerner votre rôle de collectivité ou d'association dans la gestion du sentier du littoral et sa valorisation auprès du public ;
- de recenser vos attentes, difficultés, projets, idées nouvelles... en vue de pérenniser l'accès gratuit au littoral pour nos concitoyens.

Merci à nos partenaires Océanis Avocats (service juridique), Littomatique (service assistance à maîtrise d'ouvrage), AccessRec (partenaire accessibilité), Jérôme PIRIOU (La Rochelle Business School, Excella Group expert sur le sujet), qui émaillent ce document de leurs précieux conseils.

Avec ce nouveau guide*, Rivages de France ambitionne de **valoriser vos retours d'expériences**, de porter au débat toutes questions d'ordre juridique, technique, économique, social... et enfin de **proposer des pistes** destinées à mieux servir ensemble la cause de la préservation et de la valorisation du sentier et des espaces naturels du littoral.

Didier RÉAULT

Rivages de France a déjà édité plusieurs guides disponibles en téléchargement sur www.rivagesdefrance.fr :
Rivages de France : Gestionnaires fédérés, littoral préservé • Nettoyage manuel des plages : ses 10 avantages et 6 témoignages •
Financement innovant et durable de la gestion : retours d'expériences et 10 recommandations

ESPACES NATURELS LITTORAUX ET LACUSTRES PRÉSERVÉS

FINANCEMENT INNOVANT ET DURABLE DE LA GESTION



**retours d'expériences
et 10 recommandations**

Conservatoire du littoral

**RIVAGES
DE FRANCE**
Gestionnaires fédérés, littoral préservé !